

CLIMAT : CE QUE PEUVENT FAIRE LES VILLES

For the English version, see below

L'étude "Advancing Climate Ambition : How City-scale Actions can contribute to global climate goals"¹ de Peter Erickson et Kevin Tempest (Stockholm Environment Institute², septembre 2014) a été présentée par Michael Bloomberg, ancien maire de New York, lors du sommet sur le climat organisé dans cette ville par le secrétaire général de l'ONU en septembre 2014. Cette volonté d'engagement des villes, exprimée lors de ce sommet, a été réaffirmée lors d'une réunion regroupant six réseaux de villes et de régions³, à Paris le 11 octobre 2014.

Jusqu'à présent, la contribution des villes en matière de réduction des émissions de gaz à effet de serre a été peu analysée et sous-estimée. Les villes étaient étudiées uniquement dans la perspective de leur adaptation face au changement climatique et non pas en tant qu'acteur, ce rôle étant réservé aux Etats. Elles représentent pourtant plus de 70% des émissions de gaz à effet de serre et 2/3 de la consommation en énergie de la planète.

Le contenu précis de cet article, peu diffusé jusqu'à présent en France, est pourtant d'un grand intérêt pour le rôle des ensembles urbains dans la lutte contre le changement climatique sous trois aspects : le manque, à cette échelle, d'outils de mesure des émissions de gaz à effet de serre, l'ampleur de l'impact possible de l'action des collectivités urbaines, et l'analyse des secteurs où la marge d'action de ces collectivités est la plus grande.

#1

Il n'existe pas de statistiques précises et complètes sur les émissions de gaz à effet de serre pour les ensembles urbains, dont la définition n'est d'ailleurs pas stabilisée⁴. A peine une centaine de villes a publié leurs inventaires d'émissions de carbone, ce qui laisse une marge de manœuvre considérable⁵. Le besoin de recherches et le développement d'une évaluation partagée et d'indicateurs communs s'imposent. L'article met ainsi en évidence grâce à une méthodologie précise⁶, les marges de manœuvre disponibles et propose des solutions à mettre en place par les décideurs à l'échelle des métropoles.

#2

La contribution autonome des ensembles urbains à la réduction des émissions de gaz à effet de serre, selon cette méthode, permettrait une diminution des émissions de 8 Gt de CO₂, soit 15% de l'« emissions' gap » entre le scénario actuel et celui à 2°C à l'horizon 2050. Cet impact potentiellement important justifie que les villes, jusqu'ici peu présentes sur la scène climatique, prennent davantage leur responsabilité sur la base de trajectoires mesurables, permettant le suivi et la comparaison.

#3

Les villes disposent d'une influence forte et unique sur des leviers politiques clés tel que l'aménagement urbain et les transports publics. La première action urbaine ayant le potentiel de réduction le plus important d'ici 2050 est l'application de standards d'efficacité énergétique élevés pour les nouveaux bâtiments⁷. La deuxième est l'amélioration des transports publics, accompagnée de mesures encourageant à délaisser les véhicules personnels. La mise en place de normes énergétiques strictes pour l'éclairage et les appareils ménagers et celle de l'efficacité énergétiques des véhicules occupent la troisième place, avec un potentiel respectif pratiquement équivalent.

¹ Document complet : <http://www.sei-international.org/mediamanager/documents/Publications/Climate/SEI-WP-2014-06-C40-Cities-mitigation.pdf>

² Le Stockholm Environment Institute est un institut de recherche non partisan, indépendant et international dont l'objectif est d'induire des changements vers un développement durable en combinant science et politique. Peter Erickson et Kevin Tempest travaillent aux bureaux de SEI Seattle en tant que scientifiques spécialisés respectivement sur les politiques publiques et les projets d'atténuation du changement climatique.

³ Cette réunion a donné lieu à un texte final dit « déclaration de Paris » du 11 octobre 2014
<http://www.mediaterre.org/docactu.dmpheS9kb2NzL2RIY2xhcmF0aW9uZGVvYXJpc2Zy,1.pdf>

⁴ Les zones urbaines étudiées sont celles détaillées dans le « World Urbanization Prospects » des Nations Unies publié en 2011, qui utilise la définition propre à chaque pays afin de recenser toutes les agglomérations urbaines du globe.

⁵ <http://www.actu-environnement.com/ae/news/ocde-bloomberg-etude-villes-role-changement-climatique-22695.php4>

⁶ Sur la base de la définition des zones urbaines du « World Urbanization Prospects » des Nations Unies publié en 2011, un scénario de référence est créé à partir de données issues du « Energy Technology Perspectives Series 2014 » de l'Agence Internationale de l'Energie, afin d'estimer l'évolution future des émissions de gaz à effet de serre au niveau des villes. A partir de celui-ci un « Urban Action Scenario » est développé en appliquant au scénario de référence différentes pratiques et technologies visant à réduire les émissions de gaz à effet de serre (rénovation énergétique, recyclage,...).

⁷ Particulièrement dans le cas des villes à forte croissance dans les pays en développement où les demandes en énergie sont élevées.

CLIMATE : WHAT CITIES CAN DO

The working paper “Advancing Climate Ambition: How City-scale Actions can contribute to global climate goals”¹, written by Peter Erickson and Kevin Tempest (Stockholm Environment Institute², September 2014), was presented by Michael Bloomberg, former New York City mayor, during a Climate Summit organized by the UN Secretary-General in September 2014. The cities’ commitment, expressed during the Summit, was reaffirmed during a meeting gathering six urban networks and areas³, in Paris on October 11, 2014.

So far, the cities’ contribution to the reduction of greenhouse gas emissions was underestimated and little studied. Cities were rather analyzed through their adaptation facing climate change than for their role as actors - this position being usually reserved for States. They yet account for more than 70% of greenhouse gas emissions and 2/3 of the energy consumption of the planet.

The exact content of the article, poorly disseminated in France, is yet of considerable interest for defining the role of urban ensembles in the fights against climate change, for three reasons: the lack, at city-scale, of measurement tools for greenhouse gas emissions, the scope of the potential impact of urban communities’ actions, and the analysis of the sectors for which the extent of community action is the greatest.

#1

There is no accurate and comprehensive statistics about greenhouse gas emissions in urban areas, which definition is by the way not completely settled on⁴. Only a hundred of cities have published their emission inventories, which leaves considerable room for improvement⁵. The need for research and the development of shared assessment and common indicators now appear as essential. The article thus highlights, thanks to a precise methodology⁶, the available possibilities and presents solutions to be implemented by decision-makers at city-scale.

#2

The autonomous contribution of urban ensembles to the reduction of greenhouse gas emissions, according to this method, would engender a 8 Gt reduction of CO₂ emissions, that is to say 15% of the “emissions’ gap” between the current scenario and the one planning 2°C by 2050. This potentially important impact justifies the fact that cities, which have had little voice in the climate debate until now, take on far more responsibilities, basing themselves on measurable objectives, enabling follow-up and comparison.

#3

Cities have a strong and unique influence on key policy levers, such as urban planning and public transports. The first urban action showing the greatest potential of reduction by 2050 is the implementation of highly efficient energy standards for new buildings⁷. The second one is improving public transports, which goes hand in hand with encouraging measures to leave personal cars behind. The third urban action would be to implement both strict energy standards for lighting and household appliances, and energetic efficiency for vehicles: these two measures show almost similar potential.

¹ Full Document: <http://www.sei-international.org/mediamanager/documents/Publications/Climate/SEI-WP-2014-06-C40-Cities-mitigation.pdf>

² The Stockholm Environment Institute is a non-partisan, independent and international research institute whose objective is to adopt changes towards sustainable development by associating science and politics. Peter Erickson and Kevin Tempest work in the SEI Seattle office as specialized scientists respectively on public politics and mitigation of climate change projects.

³ This meeting gave way to a final text called “Paris statement” on October 11, 2014
<http://www.mediaterre.org/docactu.dmpheS9kb2NzL2RIY2xhcmF0aW9uZGVwYXJpc2Zy,1.pdf>

⁴ The studied urban areas are those detailed in the “World Urbanization Prospects” published by the United Nations in 2011, which uses the proper definition for each country in order to list all urban areas.

⁵ <http://www.actu-environnement.com/ae/news/ocde-bloomberg-etude-villes-role-changement-climatique-22695.php4>

⁶ Based upon the United Nations’ definition of urban areas extracted from “World Urbanization Prospects” published in 2011 by the United Nations, a baseline scenario is created using data taken from “Energy Technology Perspectives Series 2014” by the International Energy Agency, in order to estimate the future evolution of greenhouse gas emissions in cities. Based on it, a “Urban Action Scenario” is developed by applying to this baseline scenario different practices and technologies intending to reduce greenhouse gas emissions (energy efficiency, recycling...).

⁷ More specifically in fast-growing cities in developing countries where energy demands are high.